

**Solidaires**



**Branche INRA**

**Pesticides et recherche publique :  
de la capacité de l'INRA à anticiper, ou pas,  
sur les évolutions règlementaires et agronomiques,  
à travers le révélateur du glyphosate.**

*A l'automne 2017, l'INRA est bien dans l'embarras alors qu'il est interpellé par les pouvoirs publics, les élus, les journalistes et la société sur les alternatives à une interdiction attendue de l'herbicide glyphosate ! La pression monte du côté des consommateurs, du secteur de la santé, de la grande distribution et des environnementalistes qui attendent des solutions pour changer le système dominant de production agricole basée sur la chimie ; tandis qu'en face l'agro-industrie, la FNSEA, l'UIPP et leurs amis font blocage.*

*La recherche publique avait contribué à poser les enjeux sur les pesticides avec l'Expertise scientifique collective (EsCo) pesticides, rendue publique en décembre 2005, puis éclairer les « possibles » avec l'étude Ecophyto R&D en 2010. Mais l'EsCo 2005 et Ecophyto R&D n'ont eu que très peu de suite sur le plan institutionnel, alors que le plan Ecophyto I du gouvernement, qui était censé conduire à réduire l'utilisation des pesticides, a été un échec total : une étude a chiffré la "réduction d'usage" et... l'augmentation est de 17% depuis 2009, soit en 7 ans<sup>1</sup>.*

*Devant cette évolution attendue vers (beaucoup) moins de chimie en agriculture, les dirigeants INRA masquent leurs difficultés à penser le changement et la transition vers d'autres modèles agricoles, moins dépendants des pesticides, par une communication sur une agroécologie sans objectifs car jamais définie. Le dossier glyphosate aujourd'hui, celui des néonicotinoïdes demain, renforce cette fragilité en pointant par ailleurs un défaut d'anticipation criant pour un organisme de recherche. La direction de l'INRA semble avoir autant de mal à passer aux agricultures alternatives qu'EDF aux énergies renouvelables. Une idée du progrès centrée sur une technoscience toute puissante bloquerait-elle l'exploration des futurs possibles ?*

**Du triste sort réservé à une belle idée : le volet agricole du Grenelle de l'Environnement « lobbytommisé »**

En 2007, le processus du Grenelle de l'environnement était porteur d'espoir. Il réunissait autour d'une même table, pour la première fois en France, toutes les parties prenantes des questions intéressant l'agriculture, l'environnement et l'alimentation. Les propositions finales constituaient une avancée significative défiant tous les pronostics et le plan Ecophyto I affichait une volonté ambitieuse de réduire de 50 %, si possible, les utilisations de pesticides en dix ans. La loi Grenelle 1 votée le 21 octobre 2008 enfonçait le clou pour le volet agricole. Mais les changements attendus ont été vite bloqués par la puissance du lobby agroindustriel qui est parvenu à neutraliser un processus inédit, comme en témoignaient ses réactions dans les cahiers d'acteurs de l'étude EcophytoR&D<sup>2</sup>. Notons qu'il est ahurissant qu'un syndicat d'agriculteurs, la FNSEA, puisse s'opposer avec autant d'ardeur à la simple idée de réduire l'usage de substances dangereuses pour la santé des personnes qu'elle est supposée défendre. La vision électoraliste à court terme des décideurs politiques a ensuite fait le reste : de Nicolas Sarkozy, tournant le dos aux conclusions du Grenelle, quand il affirma au salon de l'agriculture en mars 2010 pour faire plaisir à la FNSEA que « toutes ces questions d'environnement, ça commence à bien faire » à Stéphane Le Foll, peu après sa nomination en juillet 2012, qui actait l'échec d'Ecophyto sans en questionner les raisons.

<sup>1</sup> Utilisation des produits phytosanitaires en France : bilan synthétique des pratiques et de leurs évolutions. L. Guichard, C. Mignolet, C. Schott. «Exposition des populations aux produits phytosanitaires et risques sanitaires» - Colloque organisé par l'Académie d'Agriculture de France, en collaboration avec l'École des Hautes Études en Santé Publique et l'Institut de Recherche en Santé Environnement et Travail. 14 mars 2017.

<sup>2</sup> Etude Ecophyto R&D : <https://www6.paris.inra.fr/depe/Projets/Ecophyto-R-D>  
Cahiers d'acteurs en réaction à l'étude : <https://www6.paris.inra.fr/depe/content/.../EcophytoR%26D-cahiers-acteurs-web.pdf>

## **Etat exemplaire ou recherche publique au service du modèle productiviste dominant ?**

Côté recherche, le cas du glyphosate, utilisé sur des millions d'hectares en France, illustre bien comment la réflexion est (mal) traitée. En effet, plutôt que de s'interroger sur quelle molécule remplacera le glyphosate dans les prochaines années, avant d'être elle-même sans doute interdite quelques années plus tard, il conviendrait plutôt de s'interroger sur les pratiques agricoles qui permettront de s'affranchir de l'utilisation de ces pesticides.

Dans le Grenelle de l'Environnement figurait un volet sur l'Etat exemplaire. Les unités expérimentales (UE) de l'INRA couvrent bien le territoire avec leurs 7 190 hectares de surface agricole utile (SAU). On aurait pu penser qu'elles avaient, parmi leurs priorités, la vocation de servir de laboratoires pour des expérimentations ambitieuses sur la réduction de l'utilisation des pesticides, afin d'accompagner la transition vers une agriculture réellement économe. Mais malgré quelques initiatives encourageantes, faute de dynamique institutionnelle, le bilan des dix dernières années montre que le retour d'expérience est bien maigre et en tout cas insuffisant pour répondre à la pressante question du moment : comment se passer du glyphosate ?

L'institut possède pourtant les compétences pour mener à bien des recherches sur de nouveaux modes de production agricole réduisant le plus possible les impacts environnementaux et satisfaisant la demande des consommateurs pour des produits de meilleure qualité. Mais au lieu de saisir cette opportunité, il a continué d'investir massivement dans l'accompagnement du modèle productiviste. De combien l'INRA a-t-il réduit sa consommation de pesticides depuis dix ans sur ses parcelles ? Pourquoi ne pas avoir essayé d'anticiper les conséquences de l'interdiction du glyphosate ou des néonicotinoïdes dans les champs de l'INRA ? Si à l'INRA on sait diagnostiquer les méfaits de l'agriculture industrielle on a bien de la peine à expliquer comment en sortir.

Il est vrai que ce travail sur la reconception de systèmes de production fera progresser l'agriculture mais ne sortira pas de brevets commercialisables. C'est une activité non marchande au service de l'intérêt général. Pour produire mieux, il faut accepter, dans un premier temps, de produire moins (avant, peut-être, de produire plus et mieux). Les instituts techniques, très directement liés aux filières professionnelles agricoles, ont un financement dont une partie importante est directement indexée sur les rendements des cultures et toute baisse de ceux-ci leur est insupportable. Dans ces conditions, il n'y a rien à attendre de leurs dirigeants sur le front de la réduction des intrants chimiques. Si l'INRA n'appuie pas très fortement ces recherches, qui d'autre le fera dans un système complètement verrouillé<sup>3</sup> ?

## **La recherche publique une force de maintien de l'ordre... établi ?**

Le cas du glyphosate est par ailleurs révélateur d'une posture générale de l'INRA bien plus préoccupante à large échelle : celle du travail que mène (ou pas) l'institut sur les questions d'autres modèles agricoles, l'agriculture biologique, mais aussi l'agroécologie, avec une acception suffisamment précise pour ne pas y faire rentrer n'importe quoi. Car si on n'y prend pas garde, l'agroécologie sera à l'agriculture ce que l'agriculture raisonnée a été à l'agriculture conventionnelle ... Un slogan dont tout le monde peut s'emparer pour en galvauder les fondamentaux. Pour étayer ce constat, nous prendrons trois exemples : le rapport #AgricultureInnovation2025, la filialisation du domaine INRA de Couhins et la place des recherches sur l'agriculture biologique. Ils éclairent, chacun à leur manière, cette posture de l'Inra, largement orienté vers une agriculture industrielle faisant peu de place aux recherches sur d'autres modèles.

## **#Agriculture Innovation 2025 : fin du printemps arable !**

En janvier 2016, SUD Recherche s'est saisi de la parution du rapport #Agriculture Innovation 2025 pour présenter, point par point, dans une note de sept pages, les principales critiques qu'il lui adresse<sup>4</sup>. Ce rapport, commandé par les ministres de l'agriculture et de la recherche et co-rédigé par

<sup>3</sup> Le plan Ecophyto de réduction d'usage des pesticides en France : décryptage d'un échec et raisons d'espérer. Guichard, L., Dedieu, F., Jeuffroy, M.-H., Meynard, J.-M., Reau, R., Savini, I., 2017 Cahiers Agricultures 26, 14002.

<sup>4</sup> SUD Recherche EPST branche INRA, « #AgricultureInnovation2025 : Face à la crise agricole et à l'état d'urgence climatique, un rapport qui fait froid dans le dos ! ». <http://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article2303>

François Houllier, alors PDG de l'INRA, présente un plan d'innovation décliné en trente projets ciblés sur l'agroécologie, le biocontrôle, les biotechnologies végétales, les agroéquipements, le développement de l'agriculture numérique et la bioéconomie. Il dresse la vision d'une innovation en agriculture centrée sur son hyper-technologisation, qui ne prend pas en compte la complexité des avancées possibles en agriculture et axe exagérément les enjeux socio-économiques sur la compétitivité sans remise en cause du mode de production dominant. Les mesures proposées dans ce rapport pour réduire les utilisations de pesticides se concentrent sur l'investissement dans le biocontrôle dans le domaine des productions végétales. Pourtant, on sait que le déploiement du biocontrôle ne peut pas permettre de réduction significative de l'utilisation des pesticides sans des changements plus fondamentaux des systèmes de production, qui, eux, ne sont pas mis en avant dans le document.

La collusion entre décideurs publics et privés a été confirmée par le changement de « boutique » d'un des quatre auteurs de ce rapport d'orientation de la R&D : le président de l'IRSTEA (Institut de Recherche en Sciences et Technologie pour l'Environnement et l'Agriculture) a été recruté en juin 2017 comme directeur de l'AGPB (Association Générale des Producteurs de Blé) et conseiller du président d'Unigrains. AGPB qui mobilise ses troupes pour manifester contre l'interdiction du glyphosate.

### **Une filiale pour ne rien faire ?**

Exemple récent de l'incapacité du service public à se risquer sur les alternatives, le projet de mise en filiale du domaine viticole INRA de Couhins est emblématique de la démarche de la direction de l'INRA. Dans la note de présentation du projet l'agriculture biologique est écartée d'un coup de sécateur : « *l'option 'viticulture biologique' n'est pas retenue car elle reste très consommatrice de produits phytosanitaires (soufre et cuivre) et ne dessine pas des options nouvelles* ». Pourquoi ne pas envisager une expérimentation originale en agriculture biologique sans cuivre et soufre ? N'est-ce pas la mission de la recherche publique de prendre des risques ? Le cahier des charges pour cette filiale fait la part belle à l'agroécologie. Mais de quelle agriculture agroécologique parle-t-on ? Celle de Miguel Altieri ? Celle de la charte agroécologique de Mac Donald ? Celle de Pierre Rabhi ? Celle de la direction de l'INRA qui a mis toutes les recherches sous ce grand chapeau bien pratique pour ne rien bouger ? Cultivera-t-on cette vigne agroécologique avec ou sans glyphosate ? Alors que la santé est une préoccupation majeure en viticulture pour les personnes exposées, travailleurs mais aussi riverains des champs, quel sera la réduction des pesticides, 10 %, 50 % ou 100 % ? Nous n'en saurons rien car le projet ne comporte aucun objectif chiffré de réduction. Par contre on collectionnera comme des bons points les CEPP (Certificats d'Economie de Produits Phytosanitaires), ces leurres bien commodes pour tous ceux qui veulent ne rien changer<sup>5</sup>.

### **L'agriculture biologique, un prototype avec ou sans moyens ?**

Il serait ici judicieux d'ouvrir la discussion à d'autres modèles de systèmes agricoles, pour ne pas enfermer le débat dans des comparaisons binaires entre conventionnel et bio, mais nous prendrons tout de même l'exemple démonstratif de l'agriculture biologique qui a l'avantage de pouvoir être tracée clairement car délimitée réglementairement. Son cahier des charges interdisant les intrants chimiques, les agriculteurs sont donc contraints de trouver des solutions techniques alternatives, notamment aux herbicides. Leurs réussites et leurs échecs aident tous les systèmes de production à progresser.

Si l'AB est, comme l'a affirmé pour la première fois le 3 mars 2017 lors d'une conférence au salon de l'agriculture le PDG de l'INRA, un « **prototype de l'agroécologie** », comment la recherche va-t-elle accompagner le changement d'échelle de l'AB, prototype en plein essor ?

Seulement 5,3 % de la SAU expérimentale de l'INRA est en agriculture biologique, chiffre beaucoup moins flatteur que celui issu de la communication institutionnelle, qui annonce que 25 % des UE sont mobilisées sur l'AB. De plus, sur les 380 hectares de SAU expérimentale en AB, 360 hectares sont en domaines herbagers d'élevage, donc peu consommateurs de pesticides avant la conversion à l'AB. Il

---

<sup>5</sup> Voir par exemple l'article de Reporterre « la lutte contre la hausse de consommation des pesticides a échoué », 16 février 2017, <https://reporterre.net/La-lutte-contre-la-hausse-de-consommation-des-pesticides-a-echoue>.

ne reste donc que 20 hectares, soit 0,3 % de la SAU expérimentale INRA, pour les productions végétales (grandes cultures, vigne, maraîchage, vergers) en AB.

Au-delà des recherches INRA « mobilisables pour l'AB », dont on va nous répondre une fois de plus que c'est 50 % des recherches de l'institut, quels moyens est-il souhaitable de dédier à la recherche sur l'AB ? Les 1 % (à peine) d'aujourd'hui si on prend comme mesure étalon la part des publications INRA avec le mot clé « agriculture biologique » ? 6,5 % comme le pourcentage actuel de la SAU française en AB<sup>6</sup> ? 8 % comme le nombre de fermes ? 10 % pour préparer la situation de l'AB en 2020-2025 ? Ou 25 % pour accompagner un des prototypes de l'agroécologie qu'est l'AB ? Ce ne sont pas les deux demi-bourses de thèse annoncées par l'INRA en septembre qui vont combler l'attente. L'hostilité avérée de la direction de l'INRA vis-à-vis l'agriculture biologique a fait perdre dix années de recherche sur les alternatives à la chimie en agriculture. Quand sera-t-il mis un terme à ce gâchis ?

### *Pour conclure*

Lors du [dernier Conseil d'Administration](#), le PDG, Philippe Mauguin, ainsi que la nouvelle Directrice Générale Déléguée aux Affaires Scientifiques, Christine Cherbut, ont réagi à notre déclaration SUD sur le futur Contrat d'Objectif et de Performance Etat-INRA 2017-2021. Ils ont déclaré que la nouvelle direction partageait l'essentiel des critiques que nous avons émises sur leur propre document, critiques qui reprenaient pour partie l'analyse présentée ci-dessus sur le manque d'engagement passé de l'INRA pour œuvrer au développement d'un nouveau modèle agricole. Si ces déclarations d'intention de la direction sont encourageantes, il y a désormais besoin d'engagements chiffrés sur les investissements humains et financiers qui seront mis en œuvre pour soutenir ce nouveau modèle agricole appelé par un nombre toujours plus grand de citoyens et d'acteurs du secteur agricole.

Les Etats Généraux de l'Alimentation vont-ils donner le signal d'une rupture ? Va-t-on enfin tirer les leçons de l'échec d'Ecophyto plutôt que de perdre encore dix ans ? La recherche publique peut-elle être une force de progrès au service de la préparation d'un futur viable, plutôt qu'une force de maintien de l'ordre établi ? Tout est encore possible, il existe un personnel INRA compétent et motivé, des groupes d'agriculteurs et des réseaux dynamiques et inventifs avec lesquels co-construire des dispositifs efficaces pour refonder une nouvelle agriculture saine, durable, productive et créatrice d'emplois nombreux et bien rémunérés dans des campagnes vivantes.

### **Annexe sur la chronologie**

- En décembre 2005, expertise scientifique collective (EsCo) pesticides, honneur de la recherche publique ;
- En 2007, suite au Grenelle de l'environnement, le plan Ecophyto 2018 préconise la réduction de 50%, si possible, des pesticides ;
- Etude Ecophyto R&D « quelles voies pour réduire l'usage des pesticides » rendue publique en 2010 ;
- Plan national santé environnement (PNSE) : intégrant les préconisations du Grenelle de l'environnement, a été adopté en 2009, il vise - en France - à développer une approche pluridisciplinaire du thème « Santé-Environnement » devant intégrer l'écotoxicologie et l'écoépidémiologie aux approches sanitaires classiques, sur le court, moyen et long terme ;
- En octobre 2013, la direction de l'INRA, dans l'étude pour le CGSP, suggère l'autorisation de pesticides chimiques de synthèse en agriculture biologique pour en augmenter la productivité ([lien texte SUD, nov 2013](#))
- En octobre 2014, la Loi d'Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt fixe comme ambition de « produire autrement », en promouvant et en pérennisant les systèmes de production agroécologiques, combinant sans les opposer les performances économique, environnementale, sanitaire et sociale.
- En octobre 2015, le rapport #AgricultureAlimentation ne dit rien de la préparation de l'interdiction à venir des molécules herbicides ([lien texte SUD, janvier 2016](#)).
- Fin 2015, le plan Ecophyto 2, avec une ambition revue à la baisse, affiche un objectif de réduction de 25 % seulement à horizon 2020 ;
- En septembre 2017, à propos du projet de filialisation de son domaine viticole de Couhins dans le Bordelais, l'INRA enterre une fois de plus (de trop ?) l'option AB.

---

<sup>6</sup> Dossier de presse de l'Agence bio de septembre 2017, [http://www.agencebio.org/sites/default/files/upload/dp\\_agencebio\\_150917\\_val.pdf](http://www.agencebio.org/sites/default/files/upload/dp_agencebio_150917_val.pdf)